



REVUE DE PRESSE
SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 09 MARS 2015

Grande région: la droite lance la reconquête

Les leaders de droite d'Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes travaillent à établir une stratégie commune pour diriger la future grande région.

Julien PRIGENT
j.prigent@charentelibre.fr

Cette nouvelle grande région Aquitaine Poitou-Charentes Limousin, ils ne l'appelaient pas de leurs vœux. Mais les élus d'opposition des trois conseils régionaux seront bientôt élus frères. Alors ils vont faire avec et travaillent à des lendemains qui chantent pour la droite et le centre. Samedi, leurs chefs de file s'étaient réunis à Angoulême à l'invitation d'Henri de Richemont pour mettre en place leur stratégie.

«Cette réforme territoriale n'est pas la nôtre. Mais c'est voté et nous sommes des républicains. C'est donc dans un état d'esprit constructif que nous avançons. Nous avons d'ailleurs dit aux présidents socialistes que nous travaillerons en commun car les enjeux sont considérables», assure, bon prince, Michel Diefenbacher, chef des opposants aquitains.

Les socialistes ont déjà choisi leur champion: ce sera Alain Rousset



Les leaders des oppositions en Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes devraient se choisir un chef de file avant cet été.

Photo Phil Messelet

(lire ci-dessous). Mais qui sera le chef de file de la droite lors des prochaines élections régionales de décembre prochain ? Ça devrait se décider avant l'été. «On n'a pas encore choisi notre Lionel Messi», glisse le Bordelais Nicolas Florian. «Le PS a désigné Alain Rousset, un député même pas frondeur qui vote tout ce qui peut faire du mal à la France, allume Jérôme Peyrat, chef

de l'UMP en Dordogne. Il est l'addition de trois échecs, trois aigres socialistes en Aquitaine, Poitou-Charentes ou Limousin. Nous, on n'est pas là-dedans, on préfère travailler sur l'économie, le développement du territoire, nous croyons à cette nouvelle région».

Et «comme on ne peut pas attendre de désigner un chef de file pour travailler sur le fond», comme le

dit le Limougeaud (UMP) Raymond Archer, d'ici à cet été, les élus des trois régions qui se sont déjà rencontrés à plusieurs reprises vont poursuivre leur réflexion commune.

«On va créer un groupe de travail entre élus sortants. C'est essentiel: la région, c'est très concret, ça touche à la vie quotidienne des gens», tient à souligner le maire de Parthenay Xavier Argenton (UDI). «On a baptisé cela les ateliers de la reconquête: nous allons mener une vaste consultation avec les acteurs de la société civile, des responsables économiques, de l'agriculture, du tourisme, projette Olivier Chartier, le président de l'UMP de la Vienne. Une plateforme numérique destinée à faire le lien avec les six millions d'habitants de notre grande région va voir le jour: la première étape sera de travailler à lui trouver un nom. Ensuite, il s'agira de savoir comment on fait mieux avec moins: le PS n'en parle pas mais il faudra notamment réfléchir à la mutualisation des moyens».

Angoulême incontournable pour Alain Rousset

Le président d'Aquitaine et candidat à la tête de la future région a lancé samedi depuis la capitale charentaise la mobilisation à la fédération du Parti socialiste.

Sylviane CARIN
s.carin@charentelibre.fr

«On ne va pas recréer un jacobinisme régional. Il faut maintenir les trois lieux en confortant Bordeaux». Alain Rousset, président de la région Aquitaine et candidat à la présidence de la nouvelle région qui s'étend au Poitou-Charentes et au Limousin, a été clair samedi à Angoulême. Angoulême dont il entend faire un lieu central «où des réunions se tiendront».

Présent à la Fédération socialiste, au milieu des autres présidents et des secrétaires fédéraux, il était là pour «mobiliser» les énergies avant les élections régionales des 6 et 13 décembre. Marteler sa priorité: «L'emploi, l'emploi et l'emploi». Une priorité qui passe par «la formation, la recherche, l'innovation, l'agroalimentaire». Alain Rousset a souligné la force de cette grande région «la première en matière agri-

cole» et la complémentarité des trois régions actuelles. Rappelé ses atouts: l'aéronautique avec «la création de 500 emplois supplémentaires chez Thalès» et l'océan avec ses ressources halieutiques, le tourisme, les énergies renouvelables. Il a dit sa volonté de développer les TIC, le très haut débit, les transports... Fixé à dix ans l'échéance pour l'harmonisation du statut des personnels (1). «La Région n'est pas un tiroir-caisse. Elle émet des politiques: éducation, développement économique...» a résumé le président aquitain avant de lancer «un message d'ouverture».

«Il ne faut pas que le PS se replie sur lui-même. Nous avons besoin de renouvellement, des compétences de la société civile» a-t-il insisté sans livrer de noms. Trop tôt. Il faudra attendre le 28 mai pour connaître la liste qui devra ensuite être validée par le conseil fédéral. D'ici là, des noms, beaucoup de noms devraient circuler. En Charente, Michel Gou-



Alain Rousset est venu travailler sur «le programme, l'élaboration des listes et la stratégie de campagne» aux régionales.

Photo Phil Messelet

rinchas et Michel Broncy ne doivent pas repartir. À l'inverse, Madeleine N'Gombet, Christophe Ramblière, Jean-Christophe Hortolan et Joëlle Averlan pourraient remplir. Jonathan Muñoz, le premier secrétaire et Marianne Reynaud, adjointe à Cognac, frappent à la porte. La nouvelle région fait rêver.

(1) La Région, c'est 3.600 agents (1.000 au siège et 2.600 dans les lycées) en Aquitaine; 2.600 agents (1.000 au siège et 1.600 dans les lycées) en Poitou-Charentes; 1.500 agents (500 au siège et 1.000 dans les lycées) en Limousin. 189 conseillers régionaux devraient siéger dans la future assemblée dont 11 en provenance de la Charente.

Panique dans les ruches à Cherves-Richemont

■ Une mortalité massive d'abeilles s'est abattue sur des ruchers de la commune

■ Deux apicultrices ont perdu l'essentiel de leur cheptel

■ Elles sonnent l'alerte et mettent en cause les pesticides.



Les deux apicultrices montrent deux cadres du cœur de ruche, dont l'un encore rempli de miel, pour des abeilles disparues de l'autre cadre où se trouvait l'essaim.

Photo G. B.

Gilles BLOLEY
g.bloley@charentelibre.fr

Je ne veux pas que mes abeilles soient mortes dans le silence. On ne parle pas de miel sur les tartines là, mais de santé publique. Neuf ruches encore valides sur les vingt-sept qui étaient en hivernage, soit un taux de mortalité des abeilles de 66%. Isabelle Garnier, apicultrice installée à Cherves-Richemont depuis 2007, est catastrophée. Inquiète aussi. Et en colère comme sa voisine, Isabelle Geay, une amatrice éclairée qui a perdu pour sa part la totalité de ses six ruches quand un autre apiculteur du coin en compte vingt-cinq décimées sur ses quarante-cinq. Une hécatombe inquiétante à cette période de l'année où le taux de mortalité des « sentinelles du monde » excède rarement les 15% en moyenne. « La Charente-Maritime est aussi touchée, indique la jeune femme. On a eu connaissance de la même catastrophe sur l'île d'Oléron où c'est 75% d'un rucher de quatre-vingts ruches détruit ». Si ce phénomène de mortalité massive n'est pas nouveau, le dernier avait touché les Pyrénées-Orientales à l'hiver 2013 avec la mort de millions d'abeilles (1) - « C'est une première chez nous en revanche. Je n'avais jamais connu ça et ce n'est peut-être que le début », s'alarme Isabelle Garnier. Et de sonner l'alerte sanitaire et la mobilisation générale: « Tous les apiculteurs doivent compter leurs ruches, c'est important. Il est urgent d'agir et de comprendre. Il y a 15 jours, tout allait bien chez nous ».

Les pesticides en accusation

Les deux amies ont déjà pris les devants. Elles ont recueilli du pollen et des cadavres d'abeilles pour les envoyer à analyse. Ont alerté la députée Marie-Line Reynaud et la sénatrice Nicole Bonnefoy. Quand le syndicat apicole départemental de Charente-Maritime, auquel elles sont affiliées, en appelle à la direction départementale de Protection des populations.

« C'est grave, insistent les deux apicultrices. Les abeilles sont la clé de voûte de notre sécurité alimentaire », rappellent-elles, déroutées par ailleurs par la forme de cette

épidémie. « On ne trouve aucun cadavre au pied des ruches, signe de l'absence de maladie. Les cadres sont pourvus en provisions de miel et en pollen, elles n'avaient donc aucune raison de quitter la ruche, encore moins les reines qui ont aussi disparu pour la plupart alors qu'elles ne sortent jamais. » Intoxication aux pesticides et aux insecticides à l'image des abeilles des Pyrénées-Orientales comme l'avaient révélé à l'époque des analyses effectuées par le CNRS (centre national de la recherche scientifique) de Lyon ? Elles en sont intimement persuadées et pointent du doigt les mesures d'épandage imposées aux viticulteurs depuis un an pour lutter contre la cicadelle (2).

« Il faudrait une étude d'impact. Il y a vingt ans, on produisait 80 kilos de miel par ruche, aujourd'hui 12 kilos sans rien changer à nos méthodes [le volume de miel produit en France a été divisé par deux entre 1995 et 2013 pour un nombre de ruches resté stable, NDLR]. La seule variable, ce sont les pesticides dont on est devenu le plus gros consommateur en Europe », accusent les apicultrices.

Des pesticides dont les nouvelles générations enrobent les semences pour pénétrer de façon systématique dans toute la plante, jusqu'au pollen que les abeilles rapportent à la ruche et empoisonnent. Et qui contiennent des néonicotinoïdes, des neurotoxiques entraînant des pertes de l'orientation et des troubles du comportement. « C'est comme si elles étaient atteintes d'Alzheimer. Ce qui correspond bien à notre situation actuelle et explique ainsi leur disparition, leur mort », constate amère Isabelle Garnier qui évoque cette absurdité pour conclure: « On va en arriver à devoir poser nos ruches en ville et ne plus faire que du "miel de béton". C'est finalement moins pollué qu'en pleine nature ».

(1) 1 300 ruches décimées. En 2005, plus de la moitié des abeilles françaises avaient déjà péri au cours de l'hiver d'après, un bilan de l'agence française de Sécurité sanitaire des aliments.

(2) Par arrêté ministériel du 19 décembre 2013, la lutte obligatoire par traitements chimiques a été décrétée en France contre la cicadelle, un insecte vecteur de la flavescence dorée, maladie ravageuse de la vigne.

■ José Lacour-Miron,

le président de l'association «Mieux vivre à Cognac», invite toutes les personnes intéressées, à l'assemblée générale de la structure qui aura lieu demain à 19h, salle Fragonard du couvent des Récollets. Le point principal à l'ordre du jour portera sur le futur centre aquatique des Vauzelles, projet auquel l'association a décidé de s'attaquer au côté du collectif «Sauvons la piscine d'été». Un hydrotechnicien sera présent pour participer au débat.

Football

Division 4

Poule C

Entente (B) - Genac/Marcillac, 3 - 0
Classement. - 1. Taize-Aizle, 43 pt, 13 m; 2. Javrezac/Jarnouz, 43 pt, 14 m; 3. Genac/Marcillac, 37 pt, 14 m; 4. St-Brice (B), 35 pt, 14 m; 5. Basseau (B), 34 pt, 14 m; 6. Fléac (B), 34 pt, 14 m; 7. Châteaubernard, 33 pt, 14 m; 8. JSA (B), 32 pt, 13 m; 9. Entente (B), 30 pt, 14 m; 10. Mansle (B), 29 pt, 14 m; 11. Aigre (B), 25 pt, 14 m; 12. Rouillac (B), 23 pt, 14 m

Division 5

Poule D

Linars (C) - St-Brice (C) 5 - 2
Roulet (B) - Javrezac/Jarnouz (B) 5 - 0
Courbillac - Salles-d'Angles (B) 1 - 2
Classement. - 1. Roulet (B), 54 pt, 14 m; 2. Gerte (B), 50 pt, 14 m; 3. Verdille (B), 40 pt, 13 m; 4. Courbillac, 39 pt, 14 m; 5. Salles-d'Angles (B), 36 pt, 14 m; 6. Nercillac (C), 35 pt, 14 m; 7. Châteaubernard (B), 31 pt, 14 m; 8. Linars (C), 27 pt, 14 m; 9. Ars-Gimeux (B), 25 pt, 14 m; 10. Javrezac/Jarnouz (B), 24 pt, 14 m; 11. Saint Fraigne, 22 pt, 13 m; 12. St-Brice (C), 20 pt, 14 m

U16/U18 3ème division

Poule B

Nersac - Soyaux 1 - 5
Classement. - 1. Mansle, 10 pt, 3 m; 2. Châteaubernard, 8 pt, 3 m; 3. Soyaux, 7 pt, 3 m; 4. Nersac, 6 pt, 3 m; 5. La Brianaise (B), 2 pt, 2 m

U15 2ème division

Poule A

Montmoreau - Châteaubernard 2 - 1
Ruelle (B) - Mansle 1 - 1
Classement. - 1. Basseau, 14 pt, 4 m; 2. Montmoreau, 10 pt, 3 m; 3. Châteaubernard, 9 pt, 4 m; 4. Mansle, 5 pt, 3 m; 5. Ruelle (B), 5 pt, 3 m; 6. Agre Inter Pays, 3 pt, 3 m

U13 2ème division

Poule A

Jarnac (B) - Ars-Gimeux 2 - 1
Classement. - 1. Châteaubernard, 16 pt, 4 m; 2. Jarnac (B), 12 pt, 4 m; 3. Alliance Foot (B), 10 pt, 4 m; 4. Asnières, 7 pt, 4 m; 5. Ars-Gimeux, 7 pt, 4 m; 6. La Brianaise, 7 pt, 4 m

CHARENTE

Hécatombe inédite chez les abeilles

Deux apicultrices de Richemont, près de Cognac, sonnent l'alarme. Alors que la mortalité hivernale se situe habituellement autour de 5%, l'une a découvert 18 de ses 27 ruches sans vie, l'autre a perdu ses six ruches. Celles-ci sont garnies de provisions, mais la plupart des abeilles ont disparu, y compris les reines. Les cadavres ne

sont ni dans la ruche ni à son pied. De nombreux collègues de Charente-Maritime ont témoigné d'un phénomène identique lors d'une réunion du syndicat apicole du département, le 28 février. Son président, Christian Graudet, a écrit à la Direction départementale de la protection des populations, ainsi qu'aux ministres Ségolène Royal et Stéphane Le Foll, pour leur signaler ce désastre inédit. Les apiculteurs vont procéder à un recensement et à des analyses pour en savoir plus. Ils suspectent les effets de pesticides

néonicotinoïdes, qui perturbent le système nerveux des insectes.



Il y a des provisions, mais les abeilles ont disparu. PHOTOPH.M.

Hécatombe apicole

Phénomène inédit, la mortalité a atteint 50 à 100 % dans certains ruchers

PHILIPPE MÉNARD

p.menard@sudouest.fr

Un désastre. Apicultrices à Richemont, Isabelle Geay et Isabelle Garnier oscillent entre la tristesse et la colère. À la sortie de l'hiver, la première a découvert une mortalité de 100 % dans ses six ruches, en contrebas de sa maison. Seulement 9 des 27 ruches de la deuxième, semées autour de Cognac, sont encore actives, mais fragiles.

Les malheurs des abeilles ne sont pas nouveaux. « Il y a vingt ans, on posait un rucher au fond du jardin, sans s'en occuper, on récoltait 80 kg de miel. Aujourd'hui, si on arrive à 12 kg, on est content », relève Isabelle Garnier. Mais l'ampleur de cette mortalité hivernale, habituellement située autour de 5%, est inédite.

Le phénomène n'est pas isolé. Adhérente du syndicat apicole de Charente-Maritime, Isabelle Geay participait le 28 février à une réunion lors de laquelle de nombreux collègues ont fait le même constat : l'un a perdu 25 ruches sur 45, un autre, sur l'île d'Oléron, 75 % de ses 80 ruches... Dans la foulée, le président Christian Graudet a envoyé un courrier d'alerte à la Direction départementale de la protection des populations, ainsi qu'à la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal et celui de l'Agriculture, Stéphane Le Foll.

Les pesticides suspectés

La filière en est au stade du recensement et des analyses. Les symptômes sont curieux. Isabelle Geay a retrouvé des ruchers disposant de larges réserves de nourriture, mais il ne restait qu'une poignée d'abeilles mortes. Pas de cadavres non plus au pied de leur logis. Les insectes se sont évanouis dans la nature, y compris certaines



Les ruchers sont garnis de nourriture, mais les abeilles ont quasiment disparu. PHOTO P.H.M.

reines qui, normalement, ne quittent jamais leur nid. Isabelle Garnier en montre une, décédée à six mois, alors que sa durée de vie devrait être de trois ans.

Cette longévité atteignait cinq ans il n'y a pas si longtemps. « On est extrêmement soigneuses dans nos pratiques. La seule variable qui a changé c'est l'apparition, il y a une dizaine d'années, des pesticides néonicotinoïdes, neurotoxiques et perturbateurs endocriniens qui enveloppent les semences. Les abeilles perdent la boule, c'est un peu comme si elles étaient atteintes de la maladie d'Alzheimer », pointe Isabelle Garnier.

Dans son courrier, Christian Graudet s'interroge sur un lien avec un traitement des pucerons sur les

« Est-ce qu'on va manger des cerises, des prunes, des poires cette année ? »

blés et contre la cicadelle dorée, dans les vignes. « Je ne veux pas rentrer dans le schéma des "pauvres" apiculteurs contre les agriculteurs. Ils sont les premiers touchés par les traitements. On ne parle pas du miel qu'on met sur la tartine, on pourra toujours le remplacer par de la confiture. Mais la floraison arrive dans un mois, qui va polliniser tout ça ? Est-ce qu'on va manger des cerises, des prunes, des poires cette année ? », interpelle Isabelle Garnier, qui souligne aussi le rôle « irremplaçable »

des antiviraux fabriqués par les abeilles dans la médecine moderne.

Pour Isabelle Geay, l'hécatombe apicole pourrait venir « d'un effet d'accumulation des pesticides ». Elle déplorait déjà une perte à la base, puisqu'elle ne disposait que de 27 essaims assez forts pour passer l'hiver, sur un potentiel de 50 ruches. « La durée de vie d'une abeille d'hiver est passée de 200 jours à 160. Le cycle annuel est cassé. Et, sans pollen, on n'aura pas de couvains. On est sur un fil. Aujourd'hui, on ne peut pas se taire. La solution est politique », insistent les apicultrices. Isabelle Geay formule un conseil : « Faites des réserves de miel, il va coûter cher cette année... »

Contact au 06 78 98 74 82

77 binômes à répartir dans 19 nouveaux cantons

POLITIQUE 154 candidats (77 hommes et 77 femmes) ont déposé leur candidature dans un département détenu par la gauche depuis 2004. Les élections ont lieu les 22 et 29 mars

Dimanche 22 mars, lors du premier tour des élections départementales, les Charentais seront invités à répartir 77 binômes (soit 154 candidats) dans 19 nouveaux cantons. Pour beaucoup, les modalités et les enjeux du scrutin demeurent encore flous. En effet, selon un récent sondage Odoxa pour i-Télé, un tiers des Français ignorerait que des élections approchent. Pis encore : ils ne savent pas en quoi les départementales consistent et à quoi elles servent ! Il n'est donc pas inutile de rappeler, ici, quelques éléments clés.

1 Les nouvelles règles du scrutin

Exit le Conseil général, bienvenue au Conseil départemental. Ces élections, jusqu'ici baptisées cantonales, sont devenues départementales. Mais elles sont toujours destinées à renouveler la composition des assemblées des 101 départements français. Jusqu'à présent, on élisait un conseiller général par canton, pour un mandat de six ans, avec renouvellement par moitié des assemblées tous les trois ans. Une partie du mode de scrutin a désormais changé. L'assemblée départementale sera renouvelée intégralement et vous élirez deux conseillers par canton, mais toujours au suffrage universel direct à deux tours et toujours pour six ans.

2 Nouveaux cantons et parité

Les cantons ont été remodelés par la loi du 17 mai 2013. Leur nombre



L'hémicycle du Conseil général, qu'il faudra désormais appeler, Conseil départemental et comptera 38 élus. ARCHIVES ISABELLE LOUVER

a été divisé par deux. En France, on est ainsi passé de 3 863 à 1 995 cantons. En Charente, on comptait 35 cantons ; il y en a désormais 19.

Autre nouveauté : la parité fait définitivement son entrée dans les assemblées départementales. La loi prévoit en effet l'élection d'un binôme homme-femme obligatoire par canton, toujours au scrutin majoritaire à deux tours. Les candidats des différents partis politiques se présenteront donc devant vos suffrages en binôme composé obligatoirement d'une femme et d'un homme, sur un même bulletin de vote. Autre obli-

gation : le candidat titulaire et son remplaçant (et non plus suppléant) doivent être de même sexe.

3 Il y a 38 sièges à pourvoir en Charente

Les candidats avaient jusqu'au lundi 16 février pour se présenter. En Charente, on compte donc 154 candidats (soit 77 binômes) pour 38 sièges à pourvoir. C'est dans le canton de Cognac-1 que les candidats sont les plus nombreux : on compte ici sept binômes en lice.

Signalons que le FN est présent dans 16 des 19 cantons. Il s'agit d'une première en Charente. Il n'y

a que dans les cantons de Touvre-et-Braconnne et Val-de-Tardoire que le parti de Marine Le Pen n'a aucun représentant.

4 Rapport de force et difficile pronostic

À gauche, la majorité sortante affirme ne « pas avoir à rougir » de son bilan. Le président Michel Boutant (PS) se dit prêt à engager « une bataille sans bluff ni illusion » et assure ne pas avoir perdu « le feu sacré ». Néanmoins, ici ou là, la gauche ne présente pas un front toujours uni. À Angoulême-3 ou dans le Confolentais (Charente-Vienne), les candidats de la majorité sortante ne sont pas ceux choisis par les militants socialistes locaux. On se bouscule également à gauche et au centre-gauche à Angoulême-1, Charente-Bonnieure et Touvre-et-Braconnne.

Précisons que ces situations délicates ne tiennent pas compte de la présence du Front de gauche dans 12 des 19 cantons.

À droite, en revanche, les rangs sont plus serrés. François Bonneau, chef de file, a l'ambition de faire basculer le Département. Il n'y a que dans les cantons de Charente-Champagne (les anciens secteurs de Châteauneuf et de Segonzac) et de Cognac-1 que la droite n'est pas unie.

Au petit jeu des pronostics, bien malin celui qui peut dire si la Charente basculera. Selon nos confrères du « Monde » et du « Figaro », le département pourrait rester à gauche. Selon « Le JDD » et « Les Échos », en revanche, une alternance est possible.

Les Hauts de Saint-Martin suspendus à l'écoquartier

URBANISME

Le promoteur privé veut adapter l'extension du lotissement au projet de la Ville

PHILIPPE MÉNARD

p.menard@sudouest.fr

Mercredi soir, à 18 h 30, à la Salamandre, la municipalité animera une réunion publique sur le plan local d'urbanisme, qui doit être voté le 26 mars. Le dossier est suivi de près par Antoine Firino-Martell. Celui-ci est à l'origine du lotissement des Hauts de Saint-Martin, qui a poussé à partir de 2005 à la sortie de Cognac, à l'angle entre la rue de Pons et la route de la zone industrielle de Merpins.

À l'origine, le promoteur privé envisageait quatre phases, sur cinq ans, pour un total de 150 logements sur une superficie de 10 hectares. Il en est resté pour l'instant à la moitié, environ 70 maisons pour « 150 habitants, à la louche ». « J'ai mis le projet entre parenthèses. Les investisseurs sont restés assez frileux, alors que le rendement, au niveau des intérêts, est aujourd'hui très intéressant. Et j'attendais la sortie du nouveau plan local d'urbanisme, qui peut changer les règles du jeu », indique Antoine Firino-Martell.

Voisins complémentaires

Il voit d'un bon œil la perspective de l'écoquartier, envisagé par la municipalité derrière l'ancien hôpital, au niveau du terrain des Ver-



La moitié des 150 logements initialement prévus a vu le jour aux Hauts de Saint-Martin. ANNE LACALD

riers appartenant à Verallia (notre édition du 23 février). Une zone voisine des Hauts de Saint-Martin. « Le percement d'une rue à travers l'ancien hôpital est une riche idée, cela va désenclaver toute cette zone, et la rapprocher du centre-ville et des écoles », relève-t-il.

Il apprécie aussi la dimension écologique du projet. Lui-même a fait en sorte, aux Hauts de Saint-Martin, de délimiter des cheminements spécifiques pour les piétons et les cyclistes. En contrebas, il se réjouit de voir avancer le projet de voie verte, qui doit « dénouer » le passage particulièrement dangereux entre la sortie de la ville et le début du chemin François-1^{er}, à Merpins.

Antoine Firino-Martell souhaite que l'extension du lotissement soit complémentaire du futur écoquartier, au niveau des réseaux et du profil des logements. « Je ne joue pas dans la même cour que l'Établissement public foncier, qui sera chargé de vendre les terrains de l'écoquartier », observe-t-il.

Pas de jeunes couples

Pour le Fief des Dames, la Ville vise le public des jeunes couples. Pas si simple... « Moi, je n'en ai pas eu, à part un couple de fonctionnaires. Il y a eu peu de primo-accédants, c'était plutôt de l'achat raisonné, des gens qui avaient l'expérience d'une maison neuve et recherchaient quelque chose de plus pe-

tit, proche du centre-ville, dans un environnement agréable », constate-t-il.

Autre bémol, il voulait privilégier un « habitat groupé » (deux maisons mitoyennes entourées par un jardin en « U ») mais a constaté que les accédants étaient réticents. Les parcelles ont été redessignées. Avec le recul, Antoine Firino-Martell pense avoir choisi les bonnes « options » urbanistiques, qui privilégient « une vue dégagée », des chemins piétons séparés, des petits squares, et une rue en boucle continue. Il reste un souci, « celui du parking le midi ». Pour la suite, il n'est pas pressé : les terrains sont aujourd'hui occupés par des vignes, qui sont exploitées.

Touboul-Gombaudo en campagne

COGNAC-2 Dans le cadre des élections départementales des 22 et 29 mars, le groupe majorité départementale De la volonté et des actes, formé par Chistel Gom-

baud, maire adjointe à Château-bernard et Olivier Touboul, conseiller délégué à Cognac (candidats pour le secteur de Cognac-2), tiendra une série de réunions publiques : demain, à 20 heures, à la salle des fêtes d'Ars ; mercredi, à 18 h 30, à la salle des fêtes de Saint-Laurent-de-Cognac ; jeudi, à 18 h 30, au domaine de la Grave, à Gimeux et vendredi, à 18 h 30, à la salle des fêtes de Merpins (derrière le groupe scolaire Charles-Baudelaire).

Le Secours populaire organise une braderie

Installé depuis le mois de novembre dans les locaux de l'ancienne crèche située dans la résidence du Hameau des Meuniers, rue Jean-et-Pierre-Bienassis (bâtiment D, entrée A1), le Secours populaire français peine à faire venir le public, faute de visibilité géographique de l'antenne. Mais pour sa première braderie organisée, ce samedi de 10 à 16 heures, l'antenne castelbernardine mettra en place un parcours fléché, à partir de l'entrée de la résidence face à la salle Jean-Monnet, plus connue des habitants du Cognaçais.

Meubles neufs

Outre la vente d'articles neufs et d'occasion (vestimentaire, vaisselle...), l'association proposera également une vente solidaire de meubles neufs. Pour cela, les bricoleurs bénévoles s'activent depuis deux vendredis déjà pour monter les prototypes des meubles de cuisine et de salles de bains. Cette manifestation s'inscrit volontairement dans la semaine de mobilisation des bénévoles du Secours populaire, qui se tient jusqu'au 15 mars. Une association qui fête par ailleurs ses 70 ans cette année. Et à ce titre, le Secours populaire français a sollicité l'atelier



Claudine Poncy (à droite), responsable de l'antenne castelbernardine du Secours populaire et son équipe. PHOTO S. B.

du Marquis, basé à Angoulême, pour concevoir des cartes en version bandes dessinées qu'il sera possible d'acquérir ce samedi.

Depuis son installation, à l'automne, l'association a pris ses marques et révisé ses horaires d'ouverture au public. Désormais l'antenne est accessible tous les vendredis de 14 à 17 heures ainsi que le deuxième samedi de chaque mois, de 9 à 12 heures. Tout un chacun peut y réaliser de bonnes affaires, mais aussi y trouver une oreille attentive. Les bénévoles assurent également un service d'aide

alimentaire et financière d'urgence et offrent la possibilité aux familles ou aux enfants de partir en vacances.

L'association invite les personnes désireuses d'apporter un peu de leur temps à venir rejoindre l'équipe en place et accepte volontiers les dons matériels sur les temps d'ouverture au public du local.

Sandra Ballan

Braderie du Secours populaire, samedi 14 mars, de 10 à 16 heures. Contact : Claudine Poncy au 0 80 40 36 87.